

# **MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT A LA NATION**

**\*\*\*\*\***

## **A l'occasion de la fin d'année 2019 et du Nouvel An 2020.**

Yaoundé, le 31 décembre 2019

Camerounaises, Camerounais,  
Mes chers compatriotes,

L'an dernier, dans les mêmes circonstances, j'ai fait le point, devant vous, de la situation dans trois secteurs fondamentaux de la vie de notre pays.

Nous avons constaté, ensemble, que la situation sécuritaire dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest demeurait préoccupante, malgré les appels à déposer les armes adressés aux insurgés. Il convenait donc d'accorder la priorité à la recherche d'une solution.

Nous avons pu également observer que notre croissance économique était en progrès mais qu'il convenait de la conforter pour rester sur la trajectoire de l'émergence.

Enfin, des preuves ont été apportées pour montrer que le progrès social au Cameroun n'est pas un vain mot. Ce complément essentiel de notre système démocratique est en marche dans ses différentes composantes : éducation, santé, emploi, etc., même si, bien entendu, des avancées sont encore possibles.

Où en sommes-nous un an plus tard ?

1. S'agissant du PROGRES SOCIAL, notre objectif reste d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens et, à terme, d'éradiquer la pauvreté.

C'est une tâche considérable qui nécessite de gros moyens financiers. Les allocations budgétaires qui lui sont consacrées sont importantes et, évidemment, fonction du niveau des recettes de l'Etat. Celles-ci à leur tour dépendent de la bonne santé de notre économie dont je vais vous parler dans un instant.

Sachez en tout cas que les efforts qui ont été faits au cours des dernières années, dans ce domaine, seront poursuivis et, si possible, amplifiés.

2. En ce qui concerne la CROISSANCE DE NOTRE ECONOMIE, je crois pouvoir dire qu'elle évolue de façon plutôt satisfaisante, même si elle reste contrariée par, entre autres, un contexte international incertain.

Dans la période récente, un travail considérable a été accompli pour redresser la situation dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI. Notre croissance a repris, l'inflation est maîtrisée, les déficits budgétaires et extérieurs sont contenus, notre dette publique reste soutenable.

Le programme économique, financier, social et culturel du Gouvernement pour 2020, présenté récemment devant l'Assemblée Nationale, se situe dans cette continuité. Il repose sur une hypothèse de croissance de 4 %, ce qui devrait nous permettre de rester sur la trajectoire de l'accès à l'émergence en 2035. Cet objectif est d'ailleurs repris par notre projet de Stratégie Nationale de Développement pour la période 2020-2030.

C'est l'occasion pour moi de remercier nos partenaires extérieurs, le FMI déjà cité, mais aussi la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Agence Française de Développement, pour leurs appuis budgétaires et leur soutien à nos réformes structurelles.

Est-ce à dire que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers ? Certainement pas. Notre objectif demeure d'accéder à l'émergence à l'horizon 2035. Mais compte tenu de l'instabilité du contexte international et des tensions commerciales qui hypothèquent les échanges, il nous faudra probablement faire des efforts supplémentaires pour rester sur la trajectoire du redressement économique durable de notre pays. Je crois que nous en sommes capables.

Ce redressement doit être pour nous une ardente obligation qui mobilisera toutes nos énergies. Il nécessite non seulement l'amélioration des conditions de vie des Camerounais, mais aussi l'exercice serein des droits démocratiques par voie de conséquence.

### 3. Reste la SITUATION SECURITAIRE DANS NOS REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST.

C'est sans aucun doute, pour le moment, l'un des problèmes les plus urgents. L'activité criminelle des groupes armés continue de perturber la vie publique, économique et sociale dans ces régions. Pourtant, ces derniers mois, diverses mesures ont été prises pour ramener à la raison ces jeunes qui, pour la plupart, se sont laissé endoctriner. Des appels à déposer les armes leur ont notamment été lancés et des perspectives de réinsertion sociale ouvertes.

Pour ceux qui s'obstinent à demeurer dans la mauvaise voie et qui continuent à avoir recours à la violence, nous n'aurons pas d'autre choix que de les combattre pour protéger tous nos concitoyens. Nos forces de défense et de sécurité feront une fois de plus leur devoir avec mesure, mais sans faiblesse. Je veux ici les assurer de mon total soutien et de ma haute considération.

Auparavant, des décisions avaient été prises pour convaincre nos compatriotes des deux régions concernées de la volonté du Gouvernement d'accorder aux collectivités territoriales les compétences qui leur permettraient d'avoir une plus large part dans la gestion des affaires locales. Il avait été également confirmé que des dispositions étaient prévues pour accélérer la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.

On doit également souligner qu'en manifestant de diverses façons sa solidarité avec les populations victimes des exactions et atrocités des bandes armées, la Nation, dans son ensemble, a montré qu'elle soutenait la politique du Gouvernement.

Cependant, conscient de la longueur des délais pour mettre en œuvre les réformes envisagées et soucieux d'abréger les désagréments et les souffrances de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, j'ai décidé d'ouvrir, dès la fin septembre – on m'excusera de me citer – « un Grand Dialogue National qui devrait permettre, dans le cadre de notre Constitution, d'examiner les voies et

moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi de toutes les autres composantes de notre Nation ».

Je m'en suis longuement expliqué le 10 septembre dernier, dans un message à tous nos compatriotes. J'ai eu le sentiment que cette initiative avait été largement approuvée par notre opinion publique ainsi que par diverses organisations internationales dont l'ONU et plusieurs pays amis.

Précédé, comme je l'ai rappelé, par diverses offres de paix adressées aux insurgés et accompagné par la libération de plusieurs centaines de détenus, ce « Grand Dialogue National » s'est effectivement tenu du 30 septembre au 04 octobre 2019. Il a réuni un large éventail de représentants de la société camerounaise.

Je voudrais aujourd'hui remercier tous ceux qui ont bien voulu y participer et féliciter ceux qui l'ont organisé, au premier rang desquels le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

Il m'a semblé que les participants ont vécu un grand moment de communion qui leur a permis d'exprimer leur attachement à la paix et à l'unité nationale.

J'ai pu apprécier le fait que les Camerounais, dans leur ensemble, ont salué un bon nombre de propositions issues du Grand Dialogue National.

Ainsi, dès le 10 décembre 2019, un projet de loi concernant la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme a été adopté par l'Assemblée Nationale et le Sénat. Il prévoit que l'usage de l'anglais et du français doit s'appliquer de façon égale à l'ensemble de nos institutions publiques. Le respect de cette loi, j'en suis sûr, renforcera le caractère bilingue de notre pays.

Par ailleurs, le 15 décembre 2019, dans le cadre d'une session extraordinaire de l'Assemblée Nationale et du Sénat, un projet de loi portant code général des collectivités territoriales décentralisées a été soumis à l'examen de nos deux chambres parlementaires. Nos députés et nos sénateurs ont ainsi adopté une loi qui comporte des avancées décisives pour notre processus de décentralisation, notamment en ce qui concerne le statut des élus locaux, le fonctionnement des assemblées locales et l'attribution de ressources financières nouvelles et substantielles aux régions.

S'agissant particulièrement du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le statut spécial dont ces régions bénéficient prend en compte les spécificités du sous-système éducatif anglophone, de la *Common Law* et de la chefferie traditionnelle.

Mes chers compatriotes,

Comme vous pouvez le constater, c'est un Cameroun nouveau qui prend ainsi forme. Un Cameroun adapté au temps présent. Un Cameroun qui regarde vers l'avenir.

Pour en arriver là, nous avons connu bien des épreuves. Comme par le passé, ensemble, nous les avons toutes surmontées.

En ce septennat des Grandes Opportunités pour le Cameroun, le Grand Dialogue National nous a ouvert la voie pour avancer résolument sur le chemin de la paix, de l'unité nationale et du progrès : valeurs qui ont toujours fait la grandeur de notre pays.

Camerounaises, Camerounais,  
Mes chers compatriotes,

Avant de conclure, je voudrais vous dire quelques mots au sujet de notre système démocratique.

Lorsque les conditions ont été réunies et que nous avons, ensemble, jeté les bases de la démocratie dans notre pays, je n'ignorais pas que le chemin serait semé d'obstacles. Ce fut effectivement le cas, mais nous avons réalisé des progrès remarquables.

Malheureusement, une minorité, au Cameroun comme dans la diaspora, paraît avoir oublié les règles qui gouvernent la vie démocratique. Est-il nécessaire de rappeler qu'une démocratie a pour seul arbitre le peuple souverain ? Lorsque celui-ci s'est prononcé à travers des élections libres et transparentes, et que les résultats sont proclamés après l'examen d'éventuels recours, ces résultats doivent être respectés et acceptés par tous.

Ce ne sont ni les réseaux sociaux, ni tel ou tel organe de presse qui peuvent changer les résultats d'une élection, encore moins les manifestations illégales, les violences et les attaques personnelles ou haineuses. Qu'on se rappelle que j'avais

dit en son temps : « Débattons, ne nous battons pas. » Ainsi se comportent les citoyens d'un pays démocratique.

Si l'on veut participer à la vie démocratique de son pays, il faut en respecter les règles et militer dans les partis politiques dont l'activité s'exerce dans le cadre du respect de la loi. Il sera loisible de le vérifier lors des prochaines élections municipales et législatives du 09 février 2020.

Des dispositions sécuritaires ont été prises pour que, sur toute l'étendue du territoire, tous nos concitoyens puissent exercer leur droit de vote. Si cela s'avère nécessaire, elles seront davantage renforcées. J'exhorte donc tous les Camerounais inscrits sur les listes électorales à aller voter, en ayant conscience qu'ils éliront des femmes et des hommes qui traduiront dans les faits les réformes voulues par le peuple camerounais, notamment l'accélération de la mise en œuvre de la décentralisation.

S'agissant du comportement excessif de certains de nos compatriotes de la diaspora – qu'ils soient ou qu'ils ne soient plus Camerounais – je pense qu'ils devraient, par patriotisme, s'abstenir de propos négatifs à l'égard de leur pays d'origine. On doit toujours respecter sa patrie, ses institutions et ceux qui les incarnent.

Mes chers compatriotes,

Faisons ensemble du Cameroun une terre de grandes opportunités de développement économique et social, dans la paix et l'unité.

Bonne et heureuse Année 2020 à toutes et à tous.

Vive la République !  
Vive le Cameroun !